



UNITED STATES
INSTITUTE OF PEACE
Making Peace Possible

RAPPORT GÉNÉRAL

ATELIER INTER-RÉGIONAL SUR LA SÉCURITÉ COLLABORATIVE DE LA ZONE SUD DU SÉNÉGAL

Kolda, les 29 et 30 mai 2024

Justice and Security Dialogue (JSD) Program



Réalisé par **Boubacar BARRY**, Rapporteur général - Chargé de formation continue du personnel à l'université Assane Seck de Ziguinchor

Table des matières

<i>I. Cérémonie officielle d'ouverture de l'atelier.....</i>	<i>4</i>
❖ Mot de bienvenue du Maire de Kolda, M. El hadji Mamadou Diao.....	4
❖ Allocution du gouverneur de Kolda, M. Saer Ndao	4
❖ Allocution du gouverneur de la région de Gabu, Guinée Bissau : Mme Élisia Maria Tavares Pinto .	5
❖ Allocution de l'honorable député Nicolas Ndiaye, président de la Commission « Défense et sécurité » de l'Assemblée Nationale	5
<i>II. Les initiatives de sécurité collaborative en Casamance</i>	<i>6</i>
1. Le JSD à Goudomp.....	6
2. Les zones de diffusion du JSD : Tanaff, de Djibanar, d'Adéane, de Karantaba et de Kolda.....	6
3. La Sécurité Collaborative dans la Gendarmerie - Colonel Magatte Mbaye, commandant de la légion de gendarmerie de Ziguinchor.....	7
4. La Gouvernance du Secteur de la Sécurité au Sénégal - Colonel Jean Sylvestre Biagui (CHEDS)	7
<i>III. Travaux de groupe et discussions.....</i>	<i>8</i>
<i>IV. Résultats de l'atelier</i>	<i>15</i>
<i>V. Clôture de l'atelier.....</i>	<i>16</i>

Sigles et abréviations :

AMP	Aires Marines protégées
ASC	Association Sportive et Culturelle
CEDEAO	Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest
CHEDS	Centre des Hautes Etudes de Défense et de Sécurité
FDS	Forces de Défense et de Sécurité
DGAT	Direction Générale de l'Administration Territoriale
INL	Bureau international chargé de la lutte contre les stupéfiants et de l'application des lois
JSD	Justice and Security Dialogue (Dialogue sur la Justice et la Sécurité)
MGF	Mutilation Génitale Féminine
OCB	Organisation Communautaire de Base
ONG	Organisation Non Gouvernementale
USIP	United States Institute of Peace
USA	United States of America
WANEP	West Africa Network for Peacebuilding

Introduction

Du 29 au 30 mai 2024 s'est tenu, à Kolda, le premier atelier inter-régional sur la sécurité collaborative de la zone Sud du Sénégal, organisé par l'Institut des États-Unis pour la Paix (USIP) et ses partenaires de mise en œuvre, WANEP-Sénégal et la Dynamique de Paix en Casamance (DPC), en collaboration avec La Direction Générale de l'Administration Territoriale (DGAT) du Ministère de l'Intérieur et soutenu par le Bureau international chargé de la lutte contre les stupéfiants et de l'application des lois (INL) du département d'État américain.

L'objectif de l'atelier était de poser les bases pour la mise en place d'un cadre interrégional sur la sécurité collaborative de la zone Sud, sous la coordination du gouverneur de Kolda. L'approche de l'USIP, sous l'impulsion de la DGAT, est de mettre les régions au cœur du processus de la gouvernance sécuritaire afin d'aboutir à un cadre de sécurité collaborative multi acteur et inclusif au niveau national.

La rencontre était marquée par la présence d'une centaine d'acteurs de la sécurité et de la société civile issus des régions de Ziguinchor, Kolda, Sédhiou et de la Guinée Bissau dont les 3 gouverneurs de régions du Sénégal, 2 gouverneurs de Guinée Bissau, les Forces de Défense et de Sécurité, acteurs de la société civile, préfets et sous-préfets, élus locaux, organisations communautaires de bases des trois régions. Ils ont pu réfléchir sur les défis sécuritaires propres à chaque région et les problèmes transfrontaliers, ont proposé des solutions durables dans l'esprit de la sécurité collaborative.

Cet atelier s'inscrit dans le cadre du programme de *Dialogues sur la Justice et la Sécurité (JSD)* de l'USIP visant à améliorer la sécurité à travers le renforcement des relations entre les services de sécurité intérieure et les personnes qu'ils servent. Ce programme s'inscrit en soutien aux efforts du Gouvernement du Sénégal consacrés au renforcement de la gouvernance de la sécurité visant à rendre politiques et pratiques de sécurité plus collaboratives et inclusives.



I. Cérémonie officielle d'ouverture de l'atelier

❖ Mot de bienvenue du Maire de Kolda, M. El hadji Mamadou Diao



Le maire de la commune de Kolda, El Hadji Mamadou Diao, a souhaité la bienvenue aux différents participants de l'atelier et s'est félicité de la représentation des régions de Ziguinchor, de Sédhiou, de Kolda et de la Guinée Bissau.

Pour M. Diao, la tenue de l'atelier à Kolda trouve toute sa pertinence dans le contexte sécuritaire local, marqué par

une vulnérabilité quasi chronique, renforcée par la crise liée au conflit en Casamance. Il a souligné sa volonté de servir les populations à travers son soutien à l'adoption d'un plan sécuritaire inclusif. Le maire a rappelé l'importance de prendre en compte la jeunesse, vue comme étant une catégorie perméable aux idéologies fondamentalistes, tout renforçant la libre circulation des personnes et des biens à l'échelle de la région de Kolda. Il a clos sa communication en saluant la Dynamique de Paix en Casamance (DPC) pour les efforts fournis pour la paix et la sécurité en Casamance, et a remercié les Forces de Défense et de Sécurité (FDS) pour leur présence et leur engagement à faire de la sécurité collaborative une réalité.

❖ Allocution du gouverneur de Kolda, M. Saer Ndao

Le gouverneur de Kolda a d'abord insisté sur l'intérêt du dialogue entre FDS et population pour assurer l'inclusion active des populations dans la sécurité de la région. Il a souligné l'importance de développer des mécanismes de prévention et d'anticipation des menaces sécuritaires qui s'appuient sur des stratégies efficaces de renseignements et la nécessité pour cela de cultiver une relation de confiance entre les populations et les FDS.

L'atteinte des objectifs de l'atelier permettra de gérer avec efficacité la sécurité sur tous les plans, en partant de l'exploitation de données économiques, sanitaires, sociopolitiques, etc. Pour le gouverneur, il est primordial de mettre en avant la collaboration : *« La sécurité ne peut être prise en charge que si les acteurs eux même y participe et participent à la prévention et sensibilisation. Notre objectif est de voir ensemble ce que nous partageons, déceler les problèmes de sécurité communs, et discuter de solutions ensemble. »*.

Il a souligné l'importance de renforcer la 'diplomatie sécuritaire' qui nécessite une posture avant-gardiste et un dialogue constant, qui apaise le climat.

❖ Allocution du représentant de l'USIP, M. Boucar Baba Ndiaye

Dans sa communication, M. Ndiaye a mis l'accent sur la pertinence de la sécurité collaborative, qui n'est plus à démontrer mais plutôt à soutenir, en contribuant aux efforts de l'État : *« nous sommes ici parce que nous avons compris que chacun a un rôle à jouer pour la stabilité du pays, en tant que citoyen, entité, organisation, femme, jeune... surtout dans un contexte sécuritaire volatile, avec des défis sécuritaires complexes et nouveaux, qui nécessitent une collaboration efficace et durable. »*

Selon lui, les problèmes sécuritaires auxquels les pays de la sous-région sont confrontés, dépassent l'exiguïté des frontières. Face à cette situation, il a noté l'importance d'une collaboration efficace entre populations et FDS des deux côtés des frontières, en vue de trouver des réponses concertées aux défis sécuritaires. En même temps, la récente étude menée par l'USIP sur la gouvernance du secteur de la sécurité au Sénégal confirme davantage l'approche collaborative comme une nécessité contextuelle et une réalité à mettre en œuvre pour améliorer la sécurité de nos communautés.



Enfin, il a rappelé les axes de travail de l'USIP dans le pays (soutien aux politiques de sécurité du Sénégal, dialogue inclusif et gouvernance du secteur de la sécurité en renforçant l'encadrement de toutes les parties prenantes, et les orientations stratégiques en lien des pouvoirs publics). En ce sens, il a rappelé l'axe prioritaire 5 du gouvernement du Sénégal, qui vise « *la consolidation*

de l'unité nationale et des solidarités dans le renforcement de la sécurité, de la paix et de la stabilité du pays. »

M. Ndiaye a fait un rappel de l'histoire du programme JSD (*Justice and Security Dialogue*) au Sénégal avec un premier site pilote à Guédiawaye lancé en 2016 et un second à Goudomp, en Casamance, lancé en 2019. Il a souligné l'importance de l'engagement et du dévouement de certains acteurs pour assurer la réussite du projet à Guédiawaye et en Casamance. Ces sites pilotes, en plus du travail accompli au niveau régional et inter-régional, devraient permettre, à terme, la mise en place d'un ensemble de cadres de sécurité collaborative allant du niveau local au niveau national, tout en constituant une piste de réponse aux défis transfrontaliers avec la Guinée Bissau et les autres pays voisins du Sénégal.

❖ **Allocution du gouverneur de la région de Gabu, Guinée Bissau : Mme Élisia Maria Tavares Pinto**

Le Gouverneur a commencé par remercier les différents partenaires qui ont permis l'organisation de cet atelier, qui ont su reconnaître l'importance d'inclure sa région dans le processus de mise en place de mécanismes régionaux et interrégionaux de sécurité collaborative. Elle a rappelé les liens entre la Guinée et le Sénégal, qui partagent des frontières, avec des communautés similaires, à travers lesquelles se manifestent les mêmes typologies de criminalités et de banditisme. Pour elle, ces défis exigent une collaboration riche, qui doit transcender les limites administratives de nos territoires. Enfin, elle a indiqué que les régions de Gabu et d'Oio feraient les efforts nécessaires pour relever les défis de la collaboration entre autorités, FDS et populations, pour renforcer la sécurité au niveau des frontières.

❖ **Allocution de l'honorable député Nicolas Ndiaye, président de la Commission « Défense et sécurité » de l'Assemblée Nationale**

Après avoir remercié l'ensemble des participants à l'atelier, l'Honorable Député a exprimé son soutien aux initiatives de sécurité collaboratives, telles que mises en œuvre par l'USIP et ses partenaires : « *la paix est notre bien le plus précieux, sans elle il ne peut pas y avoir de progrès ou de développement. C'est un arbre dont les racines sont la justice et la sécurité, et qui*

implique la collaboration de tout le monde. » Il s'est engagé à faire un rapport auprès de qui de droit des résultats de l'atelier, en guise de plaidoyer pour la sécurité collaborative. Il a assuré les parties prenantes de l'engagement de la Commission défense et sécurité, qu'il représente, à soutenir les initiatives au niveau régional et inter-régional, pour qu'elles soient institutionnalisées au niveau national.

II. Les initiatives de sécurité collaborative en Casamance

1. Le JSD à Goudomp

M. Albert Ndiamé, président du comité communal pour la sécurité collaborative de Goudomp a partagé son expérience du processus JSD dans la commune de Goudomp. Il a fait un résumé des dialogues organisés dans sa commune, durant lesquels les participants (FDS, populations, autorités locales, etc.) ont identifié et priorisé les problèmes sécuritaires, proposé des solutions, établi un plan d'action pour mettre en œuvre conjointement lesdites solutions, et installé un comité communal en charge de cette mise en œuvre. Il est revenu sur les activités de renforcement de capacités dont il a bénéficié à travers le JSD, qui lui ont permis de mieux collaborer avec les Forces de Défense et de Sécurité (FDS) et de les rapprocher des populations. Pour M. Ndiamé, ce dialogue représente un tremplin dans la lutte contre le banditisme et le vol de bétail. Grâce au projet, plusieurs acteurs ont été ciblés et formés sur des thématiques relatives au plaidoyer, aux techniques de communication, à la négociation, à la gestion des conflits, etc.

Ces multiples contributions ont eu des impacts réels au sein des communautés locales, à l'exemple des pêcheurs maliens dont la pénétration dans les Aires Marines Protégées (AMP) d'Adéane, avait créé de vives tensions pouvant déboucher sur un conflit plus grave ; l'intervention et la médiation du comité communal de sécurité collaborative de Goudomp a permis de maîtriser l'incident.

2. Les zones de diffusion du JSD : Tanaff, de Djibanar, d'Adéane, de Karantaba et de Kolda

M. Kémo Diatta, chargé de projet JSD au sein de l'organisation Dynamique de Paix en Casamance (DPC), a présenté l'impact des initiatives de sécurité collaborative dans les zones voisines de Goudomp, qui ont adopté le JSD à la suite du succès du projet à Goudomp. Pour lui, le succès de cette diffusion du JSD résulte d'une bonne compréhension des besoins en rapport avec les défis identifiés, y compris, dans beaucoup de cas : la porosité des frontières, le banditisme, la délinquance et le déficit de communication avec les FDS.

M. Diatta a présenté les étapes de mise en place de processus JSD à Tanaff, Djibanar, Adéane, Karantaba et Kolda et mis l'accent sur les résultats déjà obtenus dans certaines de ces communes qui ont déjà des comités communaux fonctionnels qui interviennent dans la prévention et la résolution de conflit, notamment grâce au renforcement des capacités des

parties prenantes au JSD. M. Diatta a donné comme exemple le rôle important joué par les membres des comités communaux dans l'apaisement des tensions au moment des manifestations politiques durant la période électorale ou encore lors de conflits communautaires et familiaux, à travers une collaboration entre FDS et populations locales.

3. La Sécurité Collaborative dans la Gendarmerie - Colonel Magatte Mbaye, commandant de la légion de gendarmerie de Ziguinchor

Le Colonel Mbaye a fait le point sur la notion de sécurité collaborative selon les FDS, qui visent à coopérer davantage avec divers types d'acteurs de la société. Il a rappelé la mission des FDS : *« œuvrer inlassablement pour un Sénégal mieux sécurisé en respectant les droits et les couches vulnérables »*.

Sa présentation a mis l'accent sur les efforts fournis par la gendarmerie pour se rapprocher des populations. La gendarmerie, dans sa mission, est sommée de collaborer avec les autorités locales, la police et les autres compagnies des forces de défense et de la sécurité. Il souligne que cette collaboration doit être davantage renforcée, d'autant plus que les menaces sont mobiles et prégnantes. Il a également noté la nécessité de prôner la collaboration avec les populations car cela permettra selon lui, d'améliorer la perception de la gendarmerie :

« La Gendarmerie nationale s'évertuera, comme toujours, à renforcer ses efforts pour consolider la gouvernance de la sécurité collaborative en Casamance naturelle, en s'appuyant sur une approche inclusive et durable, tout en densifiant son maillage territorial et en accentuant ses actions de présence (patrouilles préventives et nomadisation dans les intervalles) ».

Il s'agit dans ce sens, de mettre en pratique le concept d'« Armée-Nation » à travers :

- Un dialogue permanent avec les populations
- Le renforcement de la coordination interinstitutionnelle
- La pérennisation des partenariats
- Le renforcement des capacités
- La fourniture de réponses adéquates aux préoccupations locales.

Il a conclu son intervention en relevant la nécessité de *« partager les responsabilités et les ressources, afin d'améliorer la prévention, la réponse et la résilience face aux menaces de sécurité, tout en renforçant la confiance et la légitimité des actions entreprises par la Gendarmerie »*.

4. La Gouvernance du Secteur de la Sécurité au Sénégal - Colonel Jean Sylvestre Biagui (CHEDS)

Le Colonel Biagui, conseiller spécial au CHEDS, a articulé sa communication autour de trois points : la notion de sécurité, le rôle des FDS, le rôle des acteurs non sécuritaires et de la justice dans la gouvernance du secteur de la sécurité. Il a partagé une définition de la sécurité : *« la sécurité, c'est vivre dans un environnement sans danger, un environnement dans lequel il y a la possibilité de s'épanouir (absence d'agression). On est en sécurité lorsque l'on vit dans un environnement sain, paisible sans risque de rencontrer un homme en arme. La sécurité est l'esprit de tranquillité, la quiétude de l'âme, ce que recherche chaque individu, chaque société pour une vie harmonieuse. La sécurité équivaut à la protection pour que chaque individu puisse*

vaquer à ses occupations » ; partagé les rôles et missions des différentes structures chargées de fournir des services de sécurité, les processus et mécanismes de gestion et de contrôle des prestations des différentes composantes du secteur de la sécurité mis en place par l'État, dans un contexte national.

Le Colonel Biagui est revenu sur les instances de prise de décision, l'élaboration des stratégies d'actions sécuritaires et l'allocation des ressources aux différents acteurs de la sécurité au Sénégal. Il a rappelé aux participants à l'atelier leur rôle et responsabilité vis-à-vis du secteur de la sécurité, dans le cadre du contrôle civil et démocratique, et dans le respect de l'état de droit et de la dignité humaine.

Après les différentes présentations, les participants ont pu apporter leurs contributions et partager leurs suggestions :

- Relativiser l'emploi du concept de « dénonciation » qui ne s'apparente pas au contexte socioculturel des populations locales. Pour certains participants, le recours abusif à la « dénonciation », encouragée par certains FDS, pourrait nuire à la qualité des relations entre populations et FDS et alimenter des tensions au sein des communautés. En lieu et place de ce concept, il a été suggéré d'utiliser le terme « alerte » qui pourrait davantage mettre les populations à l'aise pour informer les FDS, qui de leur côté ne feraient recours à la répression qu'en dernier ressort.
- Œuvrer pour l'institutionnalisation de la sécurité collaborative en encourageant les FDS, à sensibiliser et conseiller les populations.
- Créer un réseau express transfrontalier pour permettre aux citoyens d'alerter rapidement les FDS en cas de crimes transfrontaliers
- Définir clairement les termes de la collaboration entre FDS et populations, pour que les populations aient une meilleure compréhension de leur rôle à jouer dans la sécurité de leur localité.

III. Travaux de groupe et discussions

Les participants à l'atelier interrégional, répartis en sous-groupes, par provenance (région /pays), tout statuts confondus (FDS, autorités locales et administratives, société civile, leaders communautaires et coutumiers), ont :

- mené ensemble une réflexion sur les défis sécuritaires prioritaires de leurs régions, identifié des pistes de solution,
- proposé des mesures de coopération au niveau régional, interrégional et transfrontalier pour la prise en charge des défis sécuritaires,
- émis des recommandations pour des solutions au niveau national et sous régional, et pour collaborer avec les pays limitrophes sur les questions transfrontalières.

Dans un second temps, chaque groupe a émis des recommandations sur la mise en place de cadres régionaux de sécurité collaborative : qui en ferait partie, les étapes nécessaires à leur mise en place, leur possible mandat et ses missions, et sur le lien à établir avec le cadre interrégional naissant.

Les tableaux ci-dessous fournissent une vue d'ensemble des conclusions de ces travaux, pour chacune des régions de la zone Sud et des représentants de Guinée Bissau.

Groupe 1 : région de Ziguinchor

AXES	PROPOSITIONS
DEFIS SECURITAIRES : priorités	1- Parachèvement du processus de paix
	2- Restauration de l'autorité de l'État
	3- Efficacité sécuritaire
	4- Libre circulation des personnes et des biens
	5- Réduction de la fracture infrastructurelle
SOLUTIONS	1- Consolidation des acquis du processus, poursuite des initiatives de paix et dépollution des terres
	2- Redéploiement des structures étatiques dans les différentes artères de la Casamance
	3- Renforcement des capacités d'intervention en termes de mobilité, de communication et de formation
	4- Désenclavement
	5- Équité territoriale : construction et équipements des services sociaux de base
MESURES DE COOPERATION proposées pour la prise en charge des défis sécuritaires	Au niveau régional : - Mise en place dans toutes les communes, tous les départements de comités de sécurité collaborative centralisés au niveau régional - Encourager la collaboration avec les autres structures existantes - Encourager l'intercommunalité
	Au niveau inter-régional (Zone Sud) - Mettre en place un cadre de concertation inter-régional pour la Zone Sud
	Au niveau transfrontalier : Mise en place d'un cadre de concertation entre commune transfrontalières
RECOMMANDATIONS pour des solutions au niveau national et sous régional, pour collaborer avec les pays limitrophes sur les questions transfrontalières	1- Niveau national : - Institutionnaliser les comités pour la sécurité collaborative - Créer un cadre juridique pour leur mise en place

	2- Niveau sous régional : - L'extension du projet au niveau régional et national - Partage de renseignements - L'organisation de fora de coordination entre voisins
--	--

VULNERABILITES	• Le conflit armé ouvre plusieurs brèches : les trafics frontaliers, le grand banditisme, l'économie criminelle, la perte des valeurs (l'insubordination) • Absence de l'administration dans certaines localités • Le chômage des jeunes • La porosité des frontières • Insuffisance des infrastructures de base
MENACES	• Prolifération des armes • Déficit sécuritaire • Crise écologique (déforestation /changement climatique) • Déstabilisation du pays/ Extrémisme violent • Crise diplomatique
RISQUES	• Expositions aux criminalités transfrontalières • Le grand banditisme (économie criminelle) • Crise ou déperdition des valeurs sociales • Exode ou émigration clandestine • L'absence d'investissements

► **REFLEXION SUR LES CADRES REGIONAUX - Ziguinchor**

CADRE REGIONAL	
FORME ET FONCTIONNEMENT	• Les mandataires des comités départementaux, en plus des représentants de structures régionales forment le cadre régional ; • Fonctionnement : des concertations sont organisées par trimestre et spontanées, en cas d'urgence.
ACTIVITES ET PARTICIPANTS	- Fixer la cartographie des acteurs à impliquer ; - Planification et impulsion des activités ; - Renforcement de capacités des acteurs ; - Patrouilles mixtes, etc. PARTICIPANTS : FDS - Élus locaux - ONG – autorités administratives– sociétés civiles – autorités religieuses et coutumières – OCB.

LIEN/COORDINATION AVEC LE COMITE INTERREGIONAL	• Liens organiques et institutionnels avec les autres comités ; • La mise en commun, le partage d'informations et de bonnes pratiques à travers l'organisation de rencontres ponctuelles.
---	--

Groupe 2 : région de Kolda

AXES	PROPOSITIONS
DEFIS SECURITAIRES : priorités	1- Renforcement des dispositifs sécuritaires au niveau des frontières 2- Réduction du chômage des jeunes 3- Éradication de l'exploitation illicite des ressources naturelles 4- Réduction de l'incivisme 5- Réduction des violences basées sur le genre
SOLUTIONS	1- Renforcement des dispositifs sécuritaires au niveau des frontières - Faire un maillage exhaustif des frontières ; - Renforcer la collaboration entre FDS et populations. 2- Réduction du chômage des jeunes - Renforcer l'employabilité des jeunes par la formation, le coaching et le monitoring ; - Faciliter l'accès au financement des projets des jeunes. 3- Éradication de l'exploitation illicite des ressources naturelles - Renforcer les effectifs et la logistique des FDS ; - Procéder à l'aménagement participatif des massifs forestiers. 4- Réduction de l'incivisme - Promouvoir l'éducation civique dans les écoles, les ASC et dans les communautés ; - Vulgariser les devoirs du citoyen au sein des communautés ; - Organiser des journées portes ouvertes des FDS au niveau des départements. 5- Réduction des violences basées sur le genre

	- Sensibiliser les communautés sur les violences ; - Renforcer le contrôle du mouvement des petites filles le long des frontières pour réduire considérablement le nombre de victimes des MGF opérées dans les pays limitrophes où cette pratique n'est pas interdite par la loi.
MESURES DE COOPERATION proposées pour la prise en charge des défis sécuritaires	Au niveau régional : - Renforcer la collaboration inter-corps des FDS ; - Renforcer la collaboration entre FDS et les communautés.
	Au niveau inter-régional (Zone Sud) - Échanges et partage d'expériences entre les cadres régionaux ; - Harmonisation des interventions dans les défis communs.
	• Au niveau transfrontalier : Généraliser le protocole de droit de poursuite entre les pays frontaliers (à l'image de la pratique entre les douanes du Sénégal et de la Gambie).
RECOMMANDATIONS pour des solutions au niveau national et sous régional, pour collaborer avec les pays limitrophes sur les questions transfrontalières	• Le respect du protocole de la CEDEAO sur la libre circulation des personnes et des biens. • Organisation des réunions d'échanges et de partages d'expériences transfrontalières.

► **Réflexion sur la mise en place de cadres régionaux – région de Kolda**

CADRE RÉGIONAL		
Forme et fonctionnement du cadre régional		Création d'un cadre régional de sécurité avec comme base le comité régional de sécurité, élargi aux élus locaux.
Activités et acteurs représentés dans le cadre	Activités Activité principale :	Acteurs
	Promotion de la sécurité au niveau régional par la collecte et le partage d'informations devant contribuer à relever les principaux défis sécuritaires identifiés	- Autorités administratives ; - FDS ; - Membres des comités mis en place pour chaque défi ; - Chefs de village/quartier ; - Autorités coutumières et religieuses ;

		- Membres des organisations de la société civile.
Liens/mécanismes de coordination et de collaboration avec le cadre interrégional	Planifier des rencontres périodiques (trimestrielles – semestrielles ou annuelles) d'échange et de coordination des actions.	

Groupe 3 : région de Sédhiou

Défis sécuritaires prioritaires de la région de la région Sédhiou	1) Coupes et trafic illicite de bois/Feux de brousse 2) Vol de bétail 3) Trafic de stupéfiants 4) Litiges fonciers 5) Insécurité routière
Solutions aux défis	1) Prévention, sensibilisation, formation, mise en place de comité de veille et d'alerte ; 2) Mise en place et redynamisation des comités de veille et les comités de gestion de paix ; 3) Renseignements, sensibilisation, densification du maillage sécuritaire et la répression 4) Digitalisation de la gestion foncière ; 5) Mise en place des comités de médiations, renforcement de capacités des membres des commissions domaniales, la délimitation et le bornage ; 6) Formation, sensibilisation et répression
Mesures de coopération proposées pour la prise en charge des défis	Niveau région : • Mutualisation des moyens et stratégies d'intervention des forces de défense et de sécurité en rapport avec les civiles ; • Mise en place d'une plateforme de la sécurité collaborative
Recommandations Pour des solutions au niveau national et sous régional pour collaborer avec les pays limitrophes sur les questions transfrontalières	• Cartographie des acteurs transfrontaliers ; • Respect du protocole de la communauté économique des états de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) sur la libre circulation des personnes et des biens ; • Patrouilles mixtes au niveau des frontières ; • Élaboration de stratégies conjointes pour faire face aux défis sécuritaires ; • Mise en place d'un cadre national sur la sécurité collaborative.

Groupe 4 : Guinée Bissau

Les membres du groupe de la Guinée Bissau ont relevé le fait que les défis sécuritaires auxquels leur région sont confrontées étaient similaires à celles des régions du Sud du Sénégal et souvent causés par le manque d'infrastructures et le manque d'équipement des forces de sécurité pour répondre aux besoins des populations.

Pour relever ces défis, ils ont proposé de mettre en place des mécanismes de collaboration et de communication entre FDS et populations, de part et d'autre de la frontière avec le Sénégal. Au niveau des frontières, ils ont souligné la nécessité de favoriser la libre circulation des personnes et des biens à travers un cadre organisationnel qui milite en faveur du respect des lois de la CEDEAO et de l'inclusion sociale.

Selon M. Sano, le rapporteur du groupe, « *il existe des contraintes de communication mais en respectant les valeurs humaines, on peut aller au delà de nos différences et concrétiser les textes couchés sur papiers dans le cadre des accords qui engagent nos pays* ».

Les membres du groupe ont recommandé :

- La mise en place de mécanismes de bon voisinage
- L'amélioration des pratiques et des règles de conduite des agents des forces de défenses et de sécurité. « *Nous voyons au niveau des frontières des comportements qui ne respectent pas la dignité humaine...Il faut encourager ce type de rencontres pour renforcer les relations entre nos peuples et ainsi, améliorer la sécurité à l'échelle inter-régionale* ».

Synthèse des réflexions tirées des panels des régions portant sur l'établissement d'un cadre inter-régional de sécurité collaborative

Cadre inter-régional de sécurité collaborative	
Forme et fonctionnement	Création d'un cadre inter-régional de sécurité en partant des comités régionaux de sécurité. Cependant, ces derniers doivent être élargis aux représentants des communautés désignés comme mandataires des populations locales à la base
Activités du cadre inter-régional	• Rencontres trimestrielles portant sur l'harmonisation, les partages d'expériences, les stratégies d'intervention et l'évaluation des activités des comités régionaux ; • Élaboration et adoption d'un plan de promotion de la sécurité collaborative dans les régions • Définition d'un cadre harmonisé réglementaire ou juridique de la sécurité collaborative
Acteurs	• Autorités administratives et locales ; • Forces de défense et de sécurité ; • Les représentants des comités régionaux ; • Les membres des organisations de la société civile et des communautés à la base • Etc.

Liens/Mécanismes	• Collaboration avec les cadres régionaux et le cadre national • Service d'interface entre le sommet (cadre national) et la base (les comités régionaux)
-------------------------	---

Présentation de l'approche inter-régionale

Après les travaux de groupe, M. Boucar Baba Ndiaye de l'USIP est revenu sur les enjeux de mise en place de cadres communaux, régionaux et inter-régionaux pour la sécurité collaborative. Il est revenu sur la création de comités au niveau des sites pilotes de Guédiawaye et de Goudomp, et de ceux des zones de diffusion du JSD en Casamance.

M. Ndiaye a ensuite abordé les prochaines étapes qui ressortent du processus né avec l'atelier inter-régional et de ses travaux :

- La mise en place de cadres régionaux au niveau de Kolda, Sédhiou et Ziguinchor, qui nécessitera la validation et la reconnaissance des autorités pour donner un cachet administratif aux cadres de chaque région.
- Ce processus d'institutionnalisation se fera à travers la mise en place d'espaces de dialogues qui favorisent la collaboration entre FDS et populations à travers des rencontres au terme desquelles, un cadre inter-régional sera installé et dirigé par un gouverneur.
- Ceci contribuera à la mise en place d'un cadre national de sécurité collaborative, qui pourra intégrer les préoccupations des cadres régionaux et inter-régionaux avec pour objectif de coordonner l'action des parties prenantes dans la sécurité au Sénégal, de renforcer et élargir la passerelle de communication entre FDS et populations et d'améliorer les réponses aux nouveaux défis sécuritaires.

Il est prévu à la suite de cette activité de tenir une rencontre de partage avec le ministère de l'intérieur sur les propositions de l'atelier, puis des restitutions régionales seront organisées au niveau de chaque région sur les défis sécuritaires, les cadres régionaux et interrégional.

IV. Résultats de l'atelier

- Les acteurs ont une vision plus claire de la sécurité collaborative et de leur rôle dans la gouvernance de la sécurité ainsi que dans la prise en charge des problèmes sécuritaires.
- En se réunissant pour l'atelier, les autorités du Sénégal et de la Guinée Bissau ont renforcé davantage leur collaboration dans la gestion des questions transfrontalières en échangeant directement avec les acteurs et ont renforcé leurs relations
- Les acteurs ont pu améliorer leur perception des FDS, mais surtout découvrir une gendarmerie plus proche de la population ; qui développe ses pratiques de sécurité collaborative et de police de proximité en Casamance.
- Un diagnostic des défis sécuritaires, pistes de solutions et besoins de coordination contextualisés pour chaque région a été établi.
- Des engagements forts ont été pris par le président de la commission défense et sécurité de l'Assemblée nationale à soutenir le processus d'institutionnalisation de la sécurité collaborative.

Les participants, à l'unanimité et à travers les différentes discussions, ont recommandé :

1. La création de cadres régionaux et d'un cadre inter-régional pour la sécurité collaborative dans la zone sud.
2. La formalisation sur le plan légal et administratif de ces cadres.
3. La promotion d'un cadre juridique harmonisé sur la sécurité collaborative.
4. La création de cadres de collaboration entre communes transfrontalières.
5. L'institutionnalisation d'un cadre de sécurité collaborative et de comités au niveau national et le renforcement de capacités des acteurs de ces cadres sur la sécurité.
6. L'extension des initiatives de sécurité collaborative dans les pays limitrophes.
7. L'organisation de rencontres trimestrielles ou semestrielles au niveau régional et interrégional de partage d'expérience, de réflexion et d'action à partir des cadres régionaux.
8. Le renforcement des patrouilles mixtes au niveau des zones frontalières.
9. Le respect des lois et règlements de la CEDEAO sur la libre circulation des personnes et des biens.
10. Le renforcement de la contribution des populations à la collecte de renseignements qui permettent la prévention et l'anticipation des menaces sécuritaires.

V. Clôture de l'atelier

Tout au long des deux jours de l'atelier, les participants ont exprimé leur soutien à la mise en place de mécanismes de collaboration efficaces entre les différentes régions et entre les différentes parties prenantes, pour trouver des solutions plus adaptées aux problèmes sécuritaires de la zone Sud du Sénégal.

Les travaux de groupe par région ont permis de faire ressortir les défis sécuritaires de chaque région, les potentielles solutions et des recommandations ; les travaux ont également permis de mieux définir la structure et le mode de fonctionnement des futurs cadres régionaux et inter-régionaux, ainsi que leur relation avec le cadre de sécurité collaborative au niveau national. Les présentations sur les sites pilotes du JSD, la gouvernance du secteur de la sécurité et les initiatives de sécurité collaborative de la gendarmerie ont permis de mieux situer les rôles et responsabilités des différents participants à l'atelier, une fois les cadres de sécurité collaborative mis en place.

Le préfet de Kolda a exprimé le souhait de voir la diffusion du JSD élargie jusqu'au département de Vélingara car, selon lui, il s'agit d'une localité qui a besoin du soutien et des initiatives qui visent à renforcer la sécurité.

Madame le gouverneur de la région de Gabu (Guinée Bissau) a indiqué sa satisfaction d'avoir été impliquée à l'atelier et a souligné la nécessité de faire appliquer les recommandations issues des deux jours de travail pour espérer avoir une paix durable dans les deux pays. L'atelier, pour elle, a également été l'occasion de raffermir ses relations de travail avec son homologue de Kolda.

L'honorable Député Nicolas Ndiaye a assuré les participants qu'avec l'honorable député Oulimata Sidibé (présente à l'atelier), ils feraient un plaidoyer à l'Assemblée nationale en faveur des initiatives de sécurité collaborative, telles que discutées durant les deux jours.

Enfin, *le Gouverneur de Kolda* a clôturé l'atelier en rappelant à chacun leur rôle à jouer pour créer un climat de confiance et faire face aux nouvelles menaces sécuritaires efficacement. Pour lui : « *Il faut aujourd'hui, à travers des CRD (Comité Régional de Développement), implémenter les normes sécuritaires à l'échelle locale. Nous tirons de cet atelier des avantages*

sécuritaires car nous comprenons les attentes des populations dont l'accompagnement est crucial dans le processus d'intervention...Nous allons encore armer nos positions non pas pour tirer mais pour donner la parole et surtout discuter avec les jeunes. La rencontre de ces deux jours nous ont permis de comprendre les enjeux de la sécurité. Il faut encore faire des échanges avec les partenaires de l'autre côté de la frontière. Pour chaque problématique, il faut apporter des ripostes idoines ».

Annexe : Liste des participants

N	Organisation	Représentant - Nom & Prénom
1	Gouverneur de Kolda	Saer NDAO
2	Facilitateur JSD	Alain MENDY
3	Mairie Kolda	Maimouna BADJI
4	Directeur de cabinet mairie de Kolda	Abdoul DIALLO
5	Mairie Kolda	El Hadji Mamadou DIAO
6	Préfet Kolda	Mbassa SENE
7	Adjoint Préfet Médina Yorro Foulath	Papa Moustapha DIOUF
8	Préfet Vélingara	Thierno Souleymane SOW
9	Conseil départemental de Kolda	Alsainy BA
10	Conseil Régional de la jeunesse	Hamady BALDE
11	Police des frontières	Mamadou GUISSÉ
12	Maire Salikégné	Masiré SOUANE
13	Maire Paroumba	Hading KANDE
14	Maire Niaming	Mamadou Lamine Boye
15	Commissaire central, Chef du Service régional de la Sécurité publique	Lat Dior Sall
16	Adjoint Commandant de la zone militaire n°6	Mamadou Yaya DIALLO
17	Capitaine, Commandant de la Compagnie de Gendarmerie de Kolda	Djibril Felix Sembene
18	Compagnie de Gendarmerie de Vélingara	Lt. Léopold Sédar SENGHOR
19	Commandant de la Subdivision régionale des Douanes	Ousmane Diaw
20	L'Inspecteur régional des Eaux et Forêts	Daniel Manga
21	Le Chef de la Brigade régionale d'Hygiène	Lt. Omar FAYE
22	Commandant de la 42ème Compagnie d'Incendie et de Secours	Capitaine Papa Diop
23	Chef du Service régional des Renseignements généraux	Moustapha Sène

24	Chef de la Cellule de Lutte anti-terroriste	Adjudant Thierno Ousmane Ba
25	Chef du Secteur frontalier de Salikégné, s/c du Préfet de Kolda	Lt. Cheikh Tidiane NGOM
26	Chef du Secteur frontalier de Médina Yoro Foulah, s/c du Préfet	Lt. Fokina MANE
27	Commissaire central de Kounkané	Adjudant Abdoulaye Mamadou CAMARA
28	Coordonnateur du Pôle Sud de l'Agence de Sécurité de Proximité	Souleymane Mane
29	OIM Kolda	Yaya DIALLO
30	Coordonnateur régional de CASADES	Malang MBALLO
31	Forum civil de Kolda	Fodé DRAME
32	Coordonnateur régional de l'ONG FODDE	Seydou WANE
33	Président du Comité JSD de Kolda	Mamadou Ba BOIRRO
34	Service régional de la Jeunesse de Kolda	Cheikh Tidiane SOCE
35	Représentant des délégués de quartiers de Kolda	Mamadou SY
36	Porte-Parole de l'Association régionale des Oulémas et prédicateurs	Mouhamadou THIAM
37	Président de l'Association régionale des Oulémas et prédicateurs	Alassane TALL
38	Président du Conseil Diocésien du Laïcat de Kolda	Kevin Coly
39	Présidente régionale de la Plateforme des Femmes pour la Paix en Casamance	Mariama Daba DIAMANKA
40	Président régional des exploitants forestiers	Mamadou Salif MBALLO
41	Commandant de la Légion Sud de Gendarmerie	Colonel, Magatte Mbaye,
42	Conseiller Mairie Ziguinchor	Cheick Tidiane GOUBIABY
43	Mairie Oulampane	Sagar Coly
44	Mairie Santhiaba Manjack	Ousmane Djicoumène Diatta
45	Police centrale de Ziguinchor	Yaly FAYE
46	Armée zone 5	Capitaine André Sébastien NDIONE
47	DECLIC	Ibrahima SEYDI
48	Malao	Cheikh Tidiane Cissé
49	Collectif des chefs de village de la commune Djibidione	Bocar Diémé
50	Conseil régional de la Jeunesse,	Mamadou Talibé Diallo
51	Comité JSD Adéane	Famara SANE
52	AFEX	Jean Claude DIATTA

53	Représentant des députés de la Casamance	Honorable Oulimata Sidibé
54	Plateforme des femmes pour la Paix en Casamance	Jeanne Béatrice MANGA
55	Forum civil Bignona	Abdoulaye Diallo
56	Vision citoyenne	Madia Diop Sané
57	Médiateur de l'Université ASZ	Nouha Cissé
58	IRAPA	Seny Badji
59	Adjoint Gouverneur de Sédhiou	Oumar Ngalla NDIAYE
60	Mairie Bogal	Aliou Cissé
61	Sous-préfet karantaba	Issa NDOUR
62	Préfet Bounkiling	Boubacar Sagna
63	Mairie Djibanar	Ibou Diallo Sadio
64	Adjoint Sous-préfet Simbanding brassou	Mouhamadou Lamine NDIAYE
65	Adjoint Sous-Préfet Djibanar	Alioune DIOUF
66	Préfet de Goudomp	Abdou Diop
67	Compagnie de gendarmerie de Sédhiou	Capitaine Bilali Ndiaye
68	Police	Commissaire Youssou Ndong
69	Comité JSD Goudomp	Albert Ndiamé
70	Conseil départemental de Goudomp	Babou Diatta (SG)
71	Coordonnateur Enfance et paix	Lamine Sadio
72	Comité JSD Djibanar	Mamadou K. Mané
73	Comité JSD Tanaff	Mamadou Cherif Ba
74	Comité JSD Karantaba	Tombon Sané
75	Collectif des chefs de villages de Sédhiou	Vieux Faty
76	Association le Gabou	Moussa Dramé
77	Eaux et forêts	Souleymane SAMBOU
78	Acteur culturel	Thiédo BALDE
79	Police Goudomp	Mohamed Combo
80	Représentant des facilitateurs des dialogues	Benoit TOUPANE
81	Rapporteur	Boubacar Barry
82	Gouverneur de Oio	Martinho Moreira
83	Directeur cabinet Gouverneur Oio	Mussa SANO
84	Gouverneur de Gabu	Elisa Maria Tavares Pinto
85	REPSFECO GUINEE Bissao	Mariama Embalo
86	Pdt Association Badiya Kathia	Salif Konté
87	Pdt Com. Défense et Sécurité de l'Assemblée Nationale	Nicolas Ndiaye

88	CEMPART/Commission nationale de Gestion des Frontières (CNGF)	Colonel Ahmadou Khoudia NIANG
89	SCG	Jean Mark Barattolo
90	CHEDS	Colonel (ER) Jean sylvestre Biagui
91	USIP	BOUCAR BABA NDIAYE
92	USIP	AICHA DIAGNE
93	WANEP	ALFRED GOMIS
94	WANEP	FATIM TOURE
95	WANEP	ROSE DIATTA
96	WANEP	Fatou Bineta DIOP
97	WANEP	Mariama BODIAN
98	DPC	HENRY NDECKY
99	DPC	KEMO DIATTA
100	DPC	Bacary Sané
101	DPC	Fatou Badji



UNITED STATES
INSTITUTE OF PEACE
Making Peace Possible

Contacts au Sénégal

Boucar Baba Ndiaye – Chargé de projet : bndiaye@usip.org, 77 403 83 66

Chloé Huynh – Coordinatrice Régionale : chuynh@usip.org, 77 829 24 11

Aicha Fatima Diagne – Assistante de Programme : adiagne@usip.org, 77 094 22 22